

LES IDEES ET LES FAITS

COUP D'OEIL QUOTIDIEN

La capacité civile des Syndicats

PROUVERET SOCIAL, 15 avril, Jean Hachin

A propos de l'important arrêt rendu par la Cour de cassation, toutes Chambres réunies, en date du 5 avril dernier, et qui, on s'en souvient, a déclaré recevable l'action du Syndicat National de défense de la viticulture française...

Le projet gouvernemental déposé par M. Klotz, ministre des Finances, et par M. le ministre de l'Agriculture, déclare dans son article 2 à, que le Syndicat ne sera tenu pour responsable que dans le cas où il aura obtenu le consentement des intéressés...

Enfin, en ce qui concerne le projet de loi de gouvernement adopté par le Sénat, les Syndicats intervenants seront recevables dans leur action, à condition qu'elle ait pour objet la défense soit de leurs intérêts collectifs, soit de leurs intérêts individuels...

L'ancien syndicat en matière de fraude sera largement recevable; cependant, pour se faire reconnaître, il est indispensable qu'il ait obtenu le consentement des intéressés...

Mais cette option semble méconnaître le principe même qui est le Syndicat à agir et intervenir contre les fraudeurs. Un Syndicat n'est pas un simple agent de la justice...

Le projet de loi rapporté par le Comité des Agriculteurs vient encore faciliter l'intervention du Syndicat dans la procédure de répression...

pression, en décidant qu'il pourra en tout état de cause demander communication des pièces de l'instruction des pièces de la procédure par simple requête, à laquelle il devra être répondu dans les trois jours...

Voilà la vraie raison d'être de l'action syndicale. Cependant, il n'y a pas d'inconvénient à ce que les Syndicats interviennent pour aider les poursuites du ministère public...

Pendant que ces propositions et projets dépendent au législateur de légiférer sur l'action exercée par les Syndicats en matière de fraude et de concurrence déloyale...

Quel nous permette tout d'abord de révoquer nos défenses à un droit que nous avons exercé jusqu'ici dans la mesure où l'admettait la jurisprudence de la Cour de cassation...

Notre réponse au premier des qu'en agissant contre les fraudeurs et les falsificateurs, le Syndicat travaille, consciemment ou inconsciemment, non seulement dans l'intérêt général du producteur, mais dans l'intérêt plus général du consommateur...

D'autre part, nous avons bien que pour certains théoriciens, le droit des faits compte pour fort peu de chose. Mais tout de même, on nous permettra d'insister sur un aspect de la capacité juridique des Syndicats...

chapeaux poursuivis les fraudeurs devant les tribunaux de la Seine, les maisons de ces fraudeurs et leur contre eux de moyens d'action directe qui n'atteignent pas toujours les vrais coupables.

Certes, nous le savons bien, le Syndicat peut céder parfois dans ces poursuites, à un parti pris et à de la haine plus qu'à des préoccupations d'intérêt professionnel...

Enfin, ce sera notre dernière considération: une interprétation large de la loi du 21 mars 1884 sur la capacité juridique et le droit d'ester en justice des Syndicats professionnels nous paraît de bon augure pour une interprétation large aussi de la capacité juridique et du droit d'ester en justice des Associations de la loi du 1er juillet 1901...

En ce qui concerne le projet de loi de gouvernement adopté par le Sénat, les Syndicats intervenants seront recevables dans leur action, à condition qu'elle ait pour objet la défense soit de leurs intérêts collectifs, soit de leurs intérêts individuels...

En ce qui concerne le projet de loi de gouvernement adopté par le Sénat, les Syndicats intervenants seront recevables dans leur action, à condition qu'elle ait pour objet la défense soit de leurs intérêts collectifs, soit de leurs intérêts individuels...

En ce qui concerne le projet de loi de gouvernement adopté par le Sénat, les Syndicats intervenants seront recevables dans leur action, à condition qu'elle ait pour objet la défense soit de leurs intérêts collectifs, soit de leurs intérêts individuels...

En ce qui concerne le projet de loi de gouvernement adopté par le Sénat, les Syndicats intervenants seront recevables dans leur action, à condition qu'elle ait pour objet la défense soit de leurs intérêts collectifs, soit de leurs intérêts individuels...

En ce qui concerne le projet de loi de gouvernement adopté par le Sénat, les Syndicats intervenants seront recevables dans leur action, à condition qu'elle ait pour objet la défense soit de leurs intérêts collectifs, soit de leurs intérêts individuels...

Conseils d'un vieux juge de paix

(1906) M. G. H. (Jura). — Partage d'attendants et de responsables des malheurs. S'il refuse les réparations nécessaires, assignez-le devant le Tribunal de Commerce qui nommera sans doute expert.

(1906) M. A. M. (Nord). — Exhaussement d'un mur mitoyen ne peut être entravé par la circonstance qu'il se réhausserait pour le mur mitoyen qui se réhausserait dans un autre cas que le mur mitoyen...

(1906) M. G. H. (Jura). — Partage d'attendants et de responsables des malheurs. S'il refuse les réparations nécessaires, assignez-le devant le Tribunal de Commerce qui nommera sans doute expert.

(1906) M. G. H. (Jura). — Partage d'attendants et de responsables des malheurs. S'il refuse les réparations nécessaires, assignez-le devant le Tribunal de Commerce qui nommera sans doute expert.

(1906) M. G. H. (Jura). — Partage d'attendants et de responsables des malheurs. S'il refuse les réparations nécessaires, assignez-le devant le Tribunal de Commerce qui nommera sans doute expert.

(1906) M. G. H. (Jura). — Partage d'attendants et de responsables des malheurs. S'il refuse les réparations nécessaires, assignez-le devant le Tribunal de Commerce qui nommera sans doute expert.

(1906) M. G. H. (Jura). — Partage d'attendants et de responsables des malheurs. S'il refuse les réparations nécessaires, assignez-le devant le Tribunal de Commerce qui nommera sans doute expert.

Vins de France. — Vous ne pouvez pas être admis à l'admission. La demande pour l'achat de brevets d'admission doit être adressée au commandant de bureau de recrutement le plus proche avant le 1er juin...

CITIZENAGE. — Il est clair que l'entrepreneur est responsable des malheurs. S'il refuse les réparations nécessaires, assignez-le devant le Tribunal de Commerce qui nommera sans doute expert.

UN EPICIER MOUVALEUX. — Appeler votre débiteur devant le Juge de paix, prenez l'engagement et refusez d'accepter sur ses appointements s'il refuse de régler le note.

(1906) M. G. H. (Jura). — Partage d'attendants et de responsables des malheurs. S'il refuse les réparations nécessaires, assignez-le devant le Tribunal de Commerce qui nommera sans doute expert.

(1906) M. G. H. (Jura). — Partage d'attendants et de responsables des malheurs. S'il refuse les réparations nécessaires, assignez-le devant le Tribunal de Commerce qui nommera sans doute expert.

(1906) M. G. H. (Jura). — Partage d'attendants et de responsables des malheurs. S'il refuse les réparations nécessaires, assignez-le devant le Tribunal de Commerce qui nommera sans doute expert.

(1906) M. G. H. (Jura). — Partage d'attendants et de responsables des malheurs. S'il refuse les réparations nécessaires, assignez-le devant le Tribunal de Commerce qui nommera sans doute expert.

(1906) M. G. H. (Jura). — Partage d'attendants et de responsables des malheurs. S'il refuse les réparations nécessaires, assignez-le devant le Tribunal de Commerce qui nommera sans doute expert.

une traversée de 8 heures et demi environ. Un service rapide s'effectuera entre Madrid et Algèbres faisant suite au Sud-Express, train de luxe quotidien entre Paris et Madrid, permet d'effectuer le voyage de Paris à Tanger en 48 heures. C'est le mode d'accès au Maroc, à la fois le plus rapide et le plus commode.

de la « CROIX DU NORD »

BIBLIOGRAPHIE

Etudes, revue fondée en 1856 par des Pères de la Compagnie de Jésus et paraissant le 5 et le 20 de chaque mois. — Administration et rédaction, rue de Bayonne, 50, Paris (7^e). Prix, 13 fr. Union postale 1 un an, 25 fr. 6 mois, 13 fr.

Un Père. — Roussin, par Henry Gauthier de Clugny. Un vol. in-12, 3 fr. 50. P. Lethielleux, éditeur, 10, rue Cassette, Paris (6^e).

Le Guide du Cour de Commerce. — Rédigé par M. J. Tabbe. 1 vol. in-12, 3 fr. 50. P. Lethielleux, éditeur, 10, rue Cassette, Paris (6^e).

Les belles éditions forment le tome IV de l'ouvrage qui comprend le 1^{er} volume de la Trilogie de la Trinité. Elle expose la doctrine de la Trinité Sainte. Un vol. in-12, 3 fr. 50. P. Lethielleux, éditeur, 10, rue Cassette, Paris (6^e).

Relation avec le Maroc. — Il est rappelé au public que la Compagnie d'Orléans, en accord avec la Compagnie Transatlantique, a décidé de réorganiser le service de paquebots de l'Atlantique Nord. Les paquebots de la Compagnie d'Orléans, en accord avec la Compagnie Transatlantique, ont été réorganisés...

Relation avec le Maroc. — Il est rappelé au public que la Compagnie d'Orléans, en accord avec la Compagnie Transatlantique, a décidé de réorganiser le service de paquebots de l'Atlantique Nord. Les paquebots de la Compagnie d'Orléans, en accord avec la Compagnie Transatlantique, ont été réorganisés...

fait admirablement des projets futurs, des projets qu'il réalisait pour plus tard. Il sentait parfaitement que pour arriver très haut, pour traiter en quelque sorte de puissance à puissance avec le gouvernement français il lui faudrait un aide, quelqu'un qui compensât tout ce qui lui manquait.

nation, son cœur, ses sens étaient pris, il ne lui serait plus possible de sortir des mailles du filet. All, qui d'estimait très rusé, était encore un naïf en fait de femmes, de Françaises. Marie Deval s'aperçut immédiatement de l'enthousiasme pour sa personne et des manœuvres du sergent-major.

George sur une cour absurde, maladroite et subordonnée. « Et puis pourquoi encore faire de la peine à Sylvain qui n'acquiescerait de la sentir continuellement exposée aux flagorneries, aux caresses du mouchard ? »

Il se contenta dans leur mariage par la connaissance qu'y fit Ali d'un photographe. Un photographe qui l'on eût cru avoir été envoyé à Camptort tout exprès pour les besoins de la cause, et une violente colère se manifesta.

Le dimanche, ceux des toulousains qui ne savaient où aller s'engouffraient chez Fischer avec les camarades. Si on ne se faisait point photographier, on avait des consommations, et à l'œil c'était toujours ça !

On aurait pu ainsi qu'il avait photographié auparavant dix-huit mois les deux ans là, dans deux autres villes de guerre, en Lorraine. L'artiste en portraits militaires aimait par là, à changer d'air.

Quand, comme le serpent engourdi de son regard et de ses sifflements rythmés le brillant oiseau des tropiques, il aurait enroulé la Française d'amour et d'ambition, il lui déclarerait sa flamme, ses intentions matrimoniales.

« Ce serait une petite punition de sa faute de sous-officier indigène et un enseignement. » Elle aurait contribué à étiquer dans la partie du sentiment, des usages et mœurs, l'être que son frère essayait de former au point de vue scientifique et militaire.

« Ce serait une petite punition de sa faute de sous-officier indigène et un enseignement. » Elle aurait contribué à étiquer dans la partie du sentiment, des usages et mœurs, l'être que son frère essayait de former au point de vue scientifique et militaire.

« Ce serait une petite punition de sa faute de sous-officier indigène et un enseignement. » Elle aurait contribué à étiquer dans la partie du sentiment, des usages et mœurs, l'être que son frère essayait de former au point de vue scientifique et militaire.

« Ce serait une petite punition de sa faute de sous-officier indigène et un enseignement. » Elle aurait contribué à étiquer dans la partie du sentiment, des usages et mœurs, l'être que son frère essayait de former au point de vue scientifique et militaire.

« Ce serait une petite punition de sa faute de sous-officier indigène et un enseignement. » Elle aurait contribué à étiquer dans la partie du sentiment, des usages et mœurs, l'être que son frère essayait de former au point de vue scientifique et militaire.